

Macedoine : la discrimination contre les Roms,

par Jean-François Joly

La Macédoine compte un peu plus de 2 millions d'habitants. Bien que les chiffres divergent suivant les sources, entre 6 et 10% sont des Roms.

Au-delà des discriminations graves qu'ils subissent partout dans le monde, l'exclusion dont souffrent les Roms aujourd'hui en Macédoine est principalement liée aux difficultés administratives entre ce pays et les autres États de l'ex-Yougoslavie. Il est en effet très difficile pour un grand nombre de ces Roms de prouver leur origine afin d'obtenir un statut légal en Macédoine. Les pouvoirs publics refusent de leur octroyer le droit à la citoyenneté et de leur délivrer les documents indispensables pour l'accès au logement, à l'emploi et à l'éducation. De nombreuses familles vivent ainsi dans une précarité économique catastrophique.

De plus, beaucoup de Roms sont la cible d'agressions racistes, sans que la police ne leur accorde une protection suffisante. Pire, ils sont souvent victimes d'actes de torture et autres mauvais traitements de la part même des responsables de l'application des lois. Et lorsqu'ils portent plainte, il est rare que les autorités mènent de véritables enquêtes.

La "Décennie pour l'intégration des Roms" - qui a démarré en 2005 - a pour objectif d'améliorer les conditions socio économiques dans lesquelles vivent la plupart des membres de cette communauté. Cette initiative de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, dont la Macédoine, vise à mettre en œuvre des réformes et des politiques destinées à rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion.

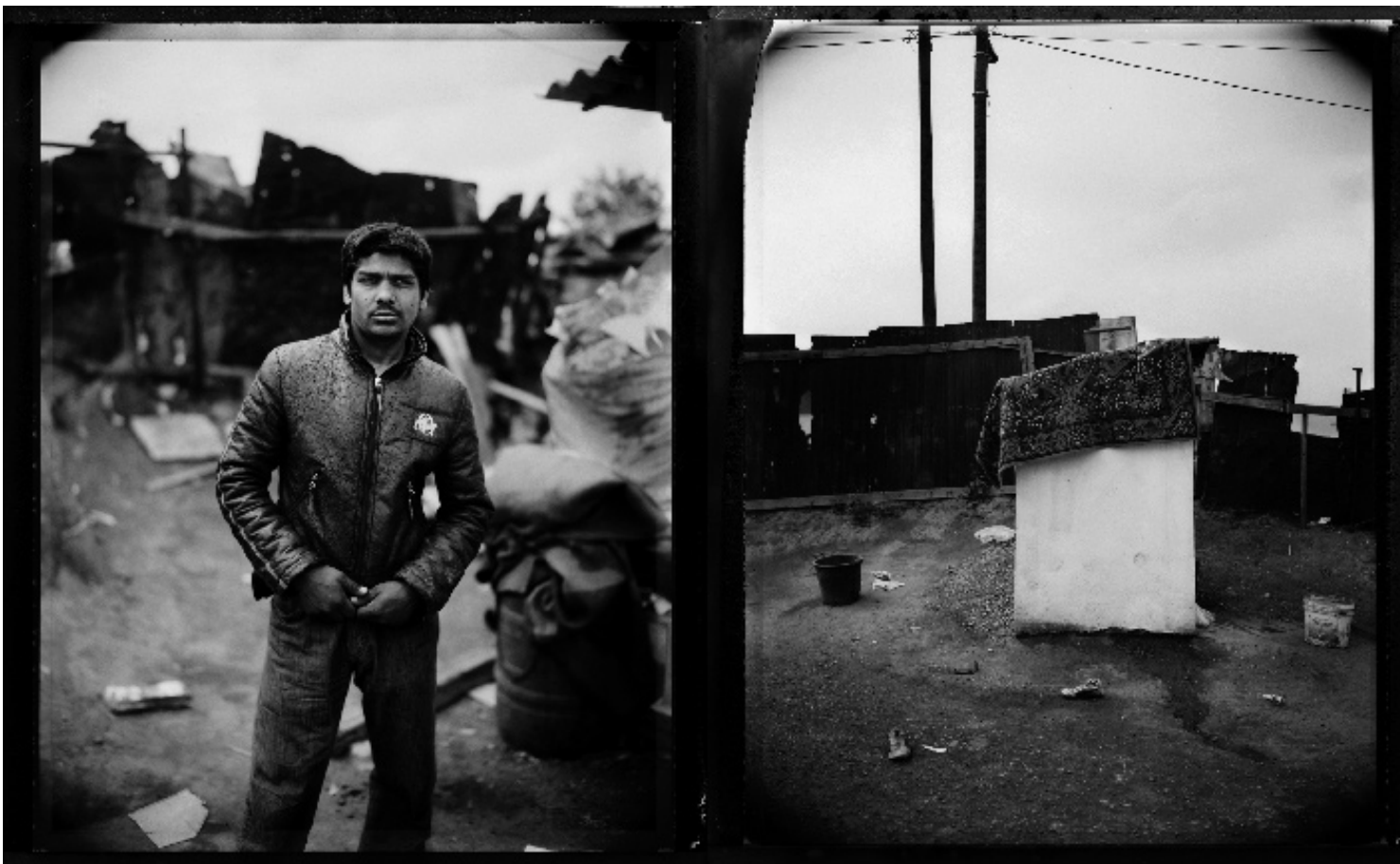
À plusieurs reprises, la Cour européenne a ainsi été saisie pour statuer dans des affaires de discrimination et violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.



Brenda Gjevrije, 14 ans.

Aînée d'une fratrie de 6 enfants, Brenda a été violée l'année dernière par un ami de la famille. Aujourd'hui en prison, elle a peur qu'il ne sorte rapidement et qu'il revienne. Sa famille, originaire du Kosovo, a fui le pays pendant la guerre de 1998 n'emportant aucun document.

"Nous sommes illettrés, nous ne parlons que le rom, c'est une barrière pour partir d'ici et nous ne retournerons plus jamais au Kosovo. Nous avons trop souffert là-bas".



Veysel Salihi, 20 ans.

Veysel vit seul près de ses 2 frères. Il collecte des plastiques, des vieux papiers et cartons.

"Ici, chacun travaille pour soi. Je gagne environ 60 euros par mois. Parfois, je me couche le ventre vide en espérant que le lendemain je pourrai gagner de quoi manger."



Makber Ibraimi, 42 ans

Mère de 7 enfants agés de 4 à 21 ans, l'ainé travaille, sans être déclaré, dans une entreprise de recyclage de métaux. Aucun de ses enfants n'a pu terminer le cycle scolaire. Son mari et ses fils collectent du plastique. La famille vit dans une situation sociale difficile avec 120€ par mois.



Gabriela Mamutova, 16 ans, Silvana Osmanovska, 17 ans et Hulie Sinani, 15 ans.

Amies d'enfance, elles sont nées toutes les 3 en Allemagne. Expulsées, elles n'ont aucun document prouvant leur lieu de naissance. De retour en Macédoine elles ne sont plus allées à l'école.

"Nous n'avons aucun document prouvant notre scolarité. Il va nous être difficile de trouver un travail car nous n'avons pas fait d'études. La vie est très dure pour nos parents, ils ne peuvent subvenir à nos besoins. Ils ont tout juste de quoi vivre."



Aki Salievich, 43 ans.

Né à Belgrade en Serbie, il vit à Bitola depuis 1974. Père de 8 enfants dont 4 sont enregistrés, Aki et sa famille vivent avec très peu de moyens. Par deux fois sa maison a brûlé avec l'incendie des arbres alentours ayant détruit ses documents.

"Toutes les organisations me rejettent, j'irais en prison si je demandais de l'aide à l'état."

Jean-François Joly

né en 1961, membre de l'Œil Public de 2007 à 2009

Photographe autodidacte, il partage son activité entre des commandes presses ou institutionnelles et des travaux personnels au long cours où l'Homme est au cœur de ses préoccupations photographiques.

Deux projets de photographies documentaires, "Naufragés" sur les personnes vivant en marge de nos sociétés et "Terre d'asile, terre d'exil, l'Europe Tsiganes" sur la place des Tsiganes dans la construction européenne, lui ont valu le Prix Alpa de la ville de Vevey ainsi que la bourse Mosaïques du grand Duché du Luxembourg.

"Naufragés de la ville" publié en 1994 et "Résonances" publié en 2005 rassemblent l'ensemble de ces deux travaux.

Exposant régulièrement tant en France qu'à l'étranger, il est représenté par la Box galerie à Bruxelles.

contact Dignité

Stéphane Berthier

tél. 06 21 52 31 78

stephane@agencesb.com

contact Œil Public

Guillaume Herbaut

tél. 06 11 62 14 39

gherbaut@free.fr